

Ouverture et croissance : Cas des IDE entrants au Maroc

[Openness and growth : Case of Inward Foreign Direct Investments (FDI) in Morocco]

Amal NAJAB¹ and Ayoub SABIR AL MASLOUHI²

¹Laboratoire de Recherche en Compétitivité Economique et Performance Panagériale,
Université Mohamed V Rabat, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Souissi - Rabat
Avenue Mohammed Ben Abdallah Ragraoui - Al Irfane, BP 6430 Rabat Instituts - Rabat, Maroc

²Laboratoire de Recherche sur la Nouvelle Economie et Développement,
Université Hassan II de Casablanca, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Ain Sebaa - Casablanca
Quartier Beausite, B.P. 2634, Ain Sebaâ, Casablanca, Maroc

Copyright © 2018 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the ***Creative Commons Attribution License***, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The study of the evolution of growth rates and that of economic development in an open economy is constantly attracting the interest of researchers and practitioners, as it presents results that differ and diverge. This discrepancy is, somehow, modelled on the adoption and implementation of policies of economic openness abroad, which depend mainly on political will, but also on a set of parameters such as the social structure, the economic situation, as well as the industrial fabric and natural resources. While economic openness is the core of economic strategies for many countries, it remains reluctant in other countries.

Morocco, like many developing countries, has established a policy of economic openness, characterized by the promotion of trade, the encouragement of inward and outward foreign investment; and diversity of partners, etc. Nevertheless, the achievements of this openness remain to be evaluated.

This work aims to analyze the relation between growth and FDI among the theoretical contributions as well as the empirical works dealing with the impact of the openness to growth via Foreign Direct Investments as a transmission channel to the positive benefits of the openness, on the economic growth in Morocco, , and to assess the impact of this economic openness, on the evolution of economic growth through the FDI channel, using empirical verification with Vector Error Correction Model. the results show a small positive impact of FDI on the economic growth on the long run.

KEYWORDS: Attractivity, development, partnership, stability, exchange.

RESUME: L'étude de l'évolution des taux de croissance et celle du développement économique dans une économie ouverte, ne cesse de susciter l'intérêt des chercheurs et des praticiens, car elle présente des résultats qui divergent. Cette divergence s'est, en quelque sorte, calquée sur l'adoption et la mise en œuvre des politiques d'ouverture économique à l'international, qui dépendent principalement de la volonté politique, mais aussi d'un ensemble de paramètres tels que la structure sociale, la conjoncture économique, ainsi que le tissu industriel et les ressources naturelles. Alors que l'ouverture économique constitue le noyau dur des stratégies économiques d'un grand nombre de pays, elle demeure l'objet d'une réticence, de la part d'autres pays.

Le Maroc, à l'instar de plusieurs pays en voie de développement, mise sur une politique d'ouverture économique, caractérisée par la promotion des échanges, l'encouragement des investissements étrangers entrants et sortants (notamment vers l'Afrique subsaharienne), et la diversification des partenaires etc.

Ce travail a pour objectif d'analyser la relation entre la croissance et les IDE entrants, à travers une revue de littérature théorique et empirique, avant d'examiner empiriquement, les effets de l'ouverture économique sur la croissance économique au Maroc à travers le canal des IDE en flux entrants. Nous allons procéder à une vérification économétrique à l'aide d'un

modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM). Les résultats de cette étude montrent un faible impact positif des IDE sur la croissance sur le long terme.

MOTS-CLEFS: Attractivité, développement, partenariats, stabilité, échange.

1 INTRODUCTION

La suppression des frontières et l'interconnexion des territoires, font de l'économie mondiale un système complexe imposant une homogénéisation et une standardisation accrues au niveau des politiques économiques partout dans le monde, qui ne cessent de s'orienter vers le choix de l'ouverture, dans l'espoir de favoriser la croissance et le développement économiques. Cette tendance qui se caractérise par une levée des barrières commerciales, un processus de production de plus en plus fragmenté, une intensification des échanges, un progrès technologique, une fragilité du système financier, et la succession des crises constitue une nouvelle réalité imposée au système économique mondial, depuis plus de cinquante ans.

En effet, les économistes se questionnent davantage sur les politiques économiques permettant de réduire les écarts entre des pays qui souffrent d'une croissance instable avec un niveau de développement faible, et des pays très développés. Les théories de la croissance et celles du commerce international soulignent que l'intégration des pays dans l'économie mondiale à travers le développement du commerce extérieur et l'encouragement des investissements directs étrangers, favorisent l'accroissement des revenus et permet de réaliser, des transferts technologiques pour les pays ayant un capital humain à niveau élevé.

Le Maroc, et à partir des années 80, avec la mise en place du plan d'ajustement structurel, s'est inscrit dans une perspective de réformes douloureuses de privatisation, de modernisation, d'ouverture, de libéralisation et d'intégration à l'international pour surmonter les déséquilibres macroéconomiques majeures. Le début des années 2000 marque une nouvelle ère d'ouverture de l'économie marocaine, sans pour autant immuniser l'économie marocaine contre les éventuelles crises économiques. La croissance économique demeure fortement corrélée à celle de la production agricole, et la balance commerciale, malgré les différents accords de libre-échange qui lient le Maroc avec plusieurs partenaires, reste déficitaire, pour des raisons multiples.

Les investissements directs étrangers entrants au Maroc, reflètent une orientation stratégique qui, malgré les résultats qui ne cessent de s'améliorer, se concentre sur les partenaires européens. La diversification des partenaires permettant une meilleure attractivité du territoire, et un transfert technologique qui avance en ralenti, en dessous des attentes. Le même problème se pose quant aux investissements sortants, il s'agit d'une orientation africaine qui ne bénéficie qu'aux grandes entreprises, les petites et moyennes entreprises demeurent en marge.

Dans ce travail, nous allons nous intéresser à la problématique suivante : à quel niveau, la politique d'ouverture économique du Maroc est-elle bénéfique à la croissance économique du pays, à travers les flux entrants des investissements directs étrangers comme canal de transmission ?

Pour répondre à cette problématique, nous allons réaliser, dans un premier temps, un survol sur les différentes approches théoriques et travaux empiriques traitant la question de l'ouverture de l'économie à l'international en relation avec les objectifs de croissance et de développement économique, à travers le canal de la promotion des investissements directs étrangers dans les deux sens. Ensuite, nous allons vérifier, à l'aide d'un modèle à correction d'erreurs (VECM) la relation qui pourrait exister entre cette politique d'ouverture économique à travers les IDE, et la croissance économique.

2 IDE ET CROISSANCE : REVUE DE LA LITTÉRATURE

2.1 REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE

L'impact des politiques d'ouverture économique sur la croissance à travers les divers canaux de transmission, demeure un centre d'intérêt depuis longtemps. La littérature économique est clivée par rapport à la nature de l'impact des IDE, en tant que canal de transmission des effets de l'ouverture économique sur la croissance. Elle est généralement orientée vers la conclusion selon laquelle, les IDE affectent positivement la croissance (parfois, sous réserve d'une situation favorable chez le pays hôte), et ce, à travers des évidences théoriques, des explorations, et des études empiriques.

Selon l'OCDE, les investissements directs étrangers concernent « L'obtention d'un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidente dans un autre pays » (conditionnée par la détention d'au moins 10% des droits de vote dans cette entité permettant d'opérer une influence significative) à travers un investissement de création ou de

fusions-acquisitions. Hymer (1960), a distingué entre les investissements directs étrangers et les investissements en portefeuille.

Le processus de la croissance dans les pays en voie de développement est jalonné par un ensemble contrasté, de politiques économiques visant la mise en place d'un changement profond et durable, dans un contexte d'ouverture économique. Ces politiques s'intéressent parallèlement aux questions économiques et sociales.

Les investissements directs étrangers, se positionnent comme étant un élément décisif quant à l'élaboration des politiques économiques dans les pays en voie de développement, permettant d'atteindre un niveau de croissance stable et durable. Il s'agit d'un noyau qui encourage et promeut les transferts des connaissances, la création des richesses, ainsi que le niveau de l'emploi au sein de la population active. Au Maroc, les investissements directs étrangers présentent désormais une trajectoire à travers laquelle l'économie pourrait se moderniser. Leur attrait est assimilé à une source d'apprentissage créatrice de richesses et d'emplois, et de dynamisation des exportations.

La littérature économique regorge de nombreux travaux mettant en exergue la relation éventuelle entre les investissements directs étrangers et la croissance économique. Partant des apports d'A. Smith (1776) et de D. Ricardo (1817) qui insistent sur l'extension du marché national et la croissance des marchés ainsi que l'expansion des facteurs de production.

Keynes (1936) souligne le rôle primordial de l'investissement dans l'augmentation de la production à un rythme plus que proportionnel par rapports aux dépenses (effet multiplicateur) qui créent la croissance. Rostow (1960) dans "les étapes de la croissance économique", considère au niveau de la 2ème étape correspondant aux conditions préalables au décollage, que les changements profonds dans les trois secteurs non industriels (agriculture, transports, et le commerce extérieur) sont à l'origine de la croissance, et que par rapport aux échanges commerciaux, l'importation de capitaux –à côté de l'exportation des matières premières- permet de financer les importations. Il considère que le progrès est généralement d'origine externe. Pour le take-off, des investissements extérieurs constituent une des conditions essentielles au décollage économique. L'augmentation du taux d'investissement accompagne l'évolution de la croissance économique selon les étapes proposées par l'auteur.

Les spillovers, (ou effets externes) dont le traitement dans la littérature économique remonte aux années 1960, ont été introduites dans un premier lieu par MacDougall (1960) à travers l'analyse de l'effet des investissements étrangers sur le bien-être général. Il s'agit d'une analyse statique, qui évalue, à un moment donné, le revenu réel en présence de plus (ou de moins) de capitaux extérieurs privés en Australie.

Afin d'expliquer l'existence des entreprises multinationales, Hymer (1960), a essayé de souligner les conditions nécessaires permettant aux entreprises d'investir à l'étranger. Il s'agit d'avoir un avantage monopolistique qui rend possible de faire face aux obstacles que pourrait poser un investissement à l'international. Vernon (1966) va souligner dans une approche séquentielle, le concept du cycle de vie dans le changement de la localisation de la production. Buckley et Casson (1976) supposent que, dans une approche par les coûts, l'internalisation permet de minimiser les coûts de transaction sur le marché.

Johanson & Wiedersheim-Paul (1975), Johanson et Vahlne (1977), ont mis l'accent dans un modèle appelé Uppsala, sur le caractère incrémental des étapes d'internationalisation des firmes selon une approche behaviouriste.

Selon une étude menée sur la Chine le lendemain des réformes économiques de 1978, Dees (1998) démontre l'effet positif des investissements directs étrangers sur la croissance économique et la mise en place d'une politique d'ouverture économique en développement continu. Borensztein, De Gregorio et Lee (1998) estiment que les investissements directs étrangers ont un effet généralement positif sur la croissance économique, ces bénéfices demeurent conditionnés par le capital humain disponible dans le pays hôte, à côté d'un autre effet positif indirect sur la croissance économique à travers la stimulation de l'investissement domestique (mobilisation des sources d'investissements). Ils mettent le point sur l'importance des transferts technologiques -dont les investissements directs étrangers est une source- sur la croissance économique.

Aitken et Harrison (1999) estiment que l'accroissement des capitaux extérieurs sur le sol national affecte négativement la productivité des firmes domestiques de façon large et robuste, ils soulignent en effet une inexistence des spillovers technologiques issus de l'IDE vers les firmes domestiques. La diffusion technologique ne peut être assurée qu'à travers les joint-ventures. Selon Agénor (2001), les investissements directs étrangers permettent de faciliter le transfert des savoir-faire "know-how" qui débouche à une amélioration des compétences de la main d'œuvre suite aux effets du "learning-by-doing", ou l'apprentissage par la pratique. Markusen et Venables (1999) avancent que, bien qu'un plus grand degré de concurrence puisse tendre à réduire des bénéfices des entreprises locales, des effets spillovers peuvent réduire des coûts des intrants, augmentent les bénéfices, et stimulent des investissements domestiques. Mello (1999) considère que les investissements internationaux stimulent une croissance à long terme, chez le pays hôte, et que cet impact est conditionné par la complémentarité ou la substituabilité entre les investissements directs étrangers et les investissements domestiques.

Ogutucu (2002) considère que les investissements directs étrangers demeurent un catalyseur de la croissance économique et de l'intégration des économies des pays en voie de développement dans le paysage économique mondial. Alfaro (2003) souligne que l'effet positif des investissements directs étrangers sur la croissance est limité aux investissements dans le secteur industriel. Les investissements dans le secteur primaire portant sur la production des matières premières non transformées impactent négativement la croissance.

Jamal Bouoiyour (2009), souligne que l'ouverture économique est un catalyseur de la croissance économique, malgré que l'effet de la composante IDE des politiques d'ouverture nécessite la mise en place des conditions favorables (transparence, renforcement des capacités humaine, qualité des institutions, etc.) pour qu'elle puisse déboucher à un effet notable sur la croissance économique.

2.2 REVUE DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE

Sur le plan pratique, plusieurs études ont été réalisées afin d'expliquer l'éventuelle influence des IDE sur la croissance.

Barthelemy and Demurger (2000) considèrent qu'il existe une relation mutuelle entre les investissements étrangers et la croissance économique, selon une étude empirique basée sur les données de panel sur 24 provinces chinoises entre 1985 et 1996. De même, Haveman et al (2001) estiment que les indicateurs de l'ouverture économique - IDE entre autres - influencent positivement le niveau de la croissance économique suite à une étude qui a porté sur 74 pays entre 1970 et 1989.

Zhang (2001), tout en confirmant l'idée d'un impact positif de l'investissement direct étranger sur la croissance, souligne que ledit impact se limite aux économies qui remplissent un certain nombre de caractéristiques particulières, telles que l'adoption du régime de libéralisation commerciale, le développement de l'éducation ainsi que la favorisation des investissements orientés vers l'export, ainsi qu'une stabilité macroéconomique (ex. Hong Kong, Indonésie, Singapour, ...).

Balamurali et Bogahawatte (2004) ont souligné, dans une étude réalisée sur le cas du Sri Lanka, qu'il y a une relation causale bidirectionnelle entre les investissements directs étrangers et la croissance économique au Sri Lanka. Bhandari, Borraz et López-Córdova (2007), avancent que le processus de la mondialisation, spécialement à travers les investissements directs étrangers, est bénéfique pour les économies développées ainsi que les pays en voie de développement. Won et al. (2008) ont montré grâce au modèle VAR que les politiques d'extraversion économique présentent le facteur central qui explique la croissance des nouvelles puissances industrialisées en Asie.

Anwar et Nguyen (2010), dans une étude qui a porté sur Vietnam, entre 1996 et 2005 confirment l'impact positif des investissements étrangers sur la croissance. De plus, ils mentionnent que l'effet serait plus important dans la mesure où des ressources supplémentaires seront mobilisés dans le secteur d'éducation et la réduction du fossé technologique entre les entreprises étrangères et celles qui exercent leurs activités sur le sol national. Tiwari et Mutascu (2010) ont procédé à une étude empirique en mobilisant des données de panel, pour la période de 1986-2008 sur un échantillon de 23 pays asiatiques. Les résultats de l'étude montrent un impact stimulateur des investissements directs étrangers, ainsi que l'ouverture commerciale sur la croissance économique des pays asiatiques qui ont constitué l'échantillon de l'étude.

Agrawal et Khan (2011) ont essayé de traiter l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique dans une étude portant sur cinq pays asiatiques (Japon, Inde, Indonésie, Chine, et Corée du Sud) entre 1993 et 2009. L'impact demeure positif sur la croissance du PIB. Iamsiraroj et Doucouliagos (2015) estiment que les investissements directs étrangers sont liés positivement à la croissance économique, cette liaison est statistiquement significative.

3 EVOLUTION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LES FLUX DES IDE ENTRANTS AU MAROC

L'instabilité du système économique mondial, renvoie aux évènements successifs qu'a connu le monde, affectant l'économie à l'échelle planétaire. Il s'agit des crises financières répétitives, (dont celle de 2008 est l'une des plus douloureuses), de la contraction de l'économie, des mouvements populaires qui avaient lieu dans plusieurs pays arabes, débouchant à une nette baisse de l'activité économique et d'une dégradation de la sécurité, de la paix, et du bien-être, dont l'amélioration demeure l'objectif fondamental des pouvoirs publics.

3.1 LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le Maroc, a fixé, le lendemain de son indépendance, un certain nombre d'objectifs socio-économiques, cette vision a été caractérisée par une multitude de plans qui ont été mis en place : 1960-1964, 1965-1967, et 1968-1972, et qui ont porté essentiellement sur la réforme du secteur agricole et la valorisation des ressources nationales, le soutien des investissements domestiques et de la croissance économique.

A partir de 1972, et jusqu'au 1982 l'interventionnisme de l'Etat devient plus fort, pour une meilleure ouverture à travers la substitution à l'importation et à la promotion des exportations, et ce, à travers : la réalisation des investissements publics directs, via la création de plusieurs grandes entreprises, la promotion des exportations, et la réalisation des projets de grande taille. A partir de 1973, un plan quinquennal (1973-1977) a été mis en place, pour réaliser une croissance économique forte en comptant sur une participation importante de la demande extérieure. Néanmoins, les résultats ne sont pas atteints.

Dans les années 1980, l'économie marocaine commence à présenter des vulnérabilités structurelles donnant lieu à une situation critique poussant le Maroc à mettre en place, avec le soutien du FMI, et de la Banque Mondiale, un Plan d'Ajustement Structurel,

Ce plan, porte essentiellement sur la maîtrise de la demande globale, l'augmentation des recettes de l'Etat, la mobilisation de l'épargne ainsi que l'ajustement du taux de change, avec une réforme des mécanismes de l'intervention de l'Etat et l'engagement dans un processus d'ouverture et de modernisation fiscale. La croissance réalisée au cours de la période 1994-2004 demeure faible avec un taux moyen annuel de 3.7%, et une augmentation du PIB réel par habitant limitée à 1%. La conjoncture économique favorable a permis un certain dynamisme à l'économie marocaine, avec une croissance des IDE dans le secteur touristique et immobilier, avec une expansion du processus de la tertiarisation de l'économie à partir des années 1990.

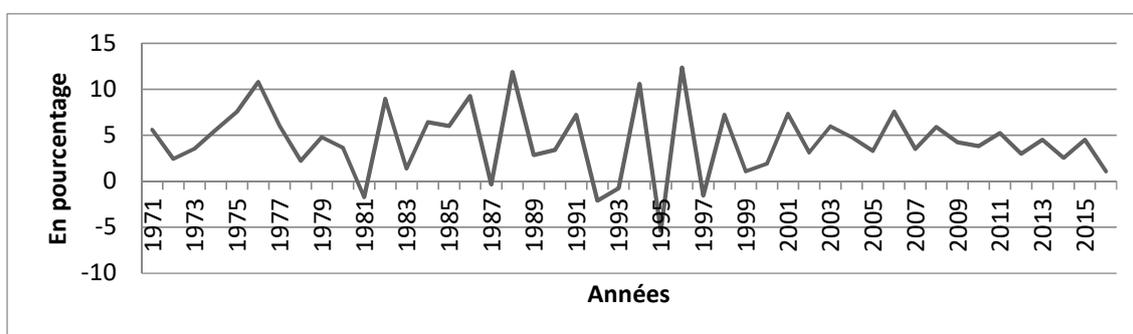


Fig. 1. Evolution du taux de croissance économique entre 1971 et 2016

Source : Banque Mondiale, Base de données en ligne (élaboration personnelle)

Le Maroc, et comme la plupart des pays en voie développement, et malgré les efforts déployés pour une meilleure croissance économique, demeure dépendant des grandes structures industrielles internationales, et des conditions climatiques.

3.2 LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Le Maroc mise, dans le cadre de sa politique d'ouverture commerciale, sur les investissements directs étrangers pour soutenir et stimuler la croissance économique du pays. Cette orientation se concrétise par un ensemble de mesures mises en place qui visent à développer le climat des affaires pour les investisseurs étrangers et pérenniser l'augmentation des flux entrants des investissements étrangers sur le sol marocain, parallèlement à une politique expansionniste visant l'encouragement des flux sortants de capitaux.

3.2.1 FLUX SORTANTS

La politique d'intégration économique au Maroc se distingue par les différentes orientations entretenues. La consolidation des relations économiques avec des acteurs majeurs de l'économie mondiale (Etats-Unis, Union Européenne), des pays émergents (Pays du Golfe, Turquie, ...) et des pays en voie de développement notamment sur le continent africain.

Au niveau des investissements directs marocains à l'étranger, l'Afrique subsaharienne se place comme une destination préférée par les investisseurs marocains. Elle regorge de potentialités et de perspectives prometteuses. Cette préférence se concrétise par un arsenal juridique qui favorise cette tendance à travers plus de 500 accords de coopération. L'importance stratégique accordée par le Maroc pour l'Afrique subsaharienne s'explique aussi par les visites royales à plusieurs pays africains.

Les exportations vers cette zone stratégique se sont multipliées par six, elles ont pu atteindre 13,2 milliards de dirhams en 2014 avec une croissance moyenne annuelle de 19%. La balance commerciale présente un excédent qui ne cesse de se renforcer depuis l'an 2008.

L'Afrique subsaharienne est la première destination des IDE marocains en Afrique avec un taux de 51% du total des investissements sortants entre 2003 et 2013. Les meilleures performances en matière d'investissements sortants réalisées en 2006, 2009 et 2010 sont poussées par le secteur de télécommunications, notamment au Mali, et Burkina Faso. La ventilation sectorielle des IDE marocains en Afrique fait apparaître une dominance du secteur bancaire (53.9%), et de télécommunications (34.3%), entre 2008 et 2012. La présence du Maroc en Afrique subsaharienne, est caractérisée par la diversité des secteurs d'intervention, alors que ces opérations d'investissement demeurent « réservées » aux grandes entreprises.

Le secteur bancaire est une locomotive des investissements marocains en Afrique, il s'agit, entre autres, de la BMCE Bank, qui s'est implantée au Mali, au Congo. La Banque Populaire est à son tour présente dans la république centrafricaine, et la Guinée, ainsi qu'en Mauritanie, dans le cadre d'un consortium pour l'acquisition de BNP Paribas Mauritanie avec Attijariwafa Bank. Cette dernière a procédé à la création d'une banque au Sénégal (Actuellement nommée CBAO Sénégal), l'acquisition de 51% du capital de la banque Internationale de Mali, avec une présence au Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, le Gabon, et le Cameroun avec la reprise des filiales du groupe français Crédit Agricole.

Le secteur de télécommunications s'inscrit dans la même tendance, Maroc Télécom, l'opérateur historique en télécommunications au Maroc est présent en Mauritanie suite à la privatisation de Mauritel, en Burkina Faso avec l'acquisition d'une part majoritaire du capital de ONATEL en 2006, et de Gabon Telecom en 2007, ainsi que celui de Sotelma au Mali, à hauteur de 51%.

D'autres secteurs sont présents : Le secteur pharmaceutique à travers, COOPER Pharma qui a construit une unité industrielle en Côte d'Ivoire, le secteur aérien avec le réseau développé de dessertes africaines de Royal Air Maroc, le secteur immobilier avec Ynna Holding et la construction des logements en Guinée équatoriale, etc. Cette concentration des IDE marocains en Afrique, traduit le niveau avancé de la coopération Sud-Sud, liant le Maroc à l'Afrique subsaharienne, sur le niveau économique, mais aussi au niveau politique, technique et humain.

3.2.2 FLUX ENTRANTS

La position géographique du Maroc, lui permet de se positionner comme plateforme compétitive, et un territoire attractif pour les investisseurs étrangers. A cela s'ajoute un ensemble de facteurs qui favorisent ce positionnement à l'échelle régionale, continentale et internationale

Au niveau de la compétitivité des coûts, le Maroc dispose d'une main d'œuvre ayant un salaire moyen inférieur à celui de la Tunisie, la Turquie ou l'Afrique du Sud, avec des charges fiscales réduites, (49% de taxes payées par rapport au profit), par rapport au Mexique (52%), Tunisie (60%) Chine (68%). Par rapport à la stabilité macroéconomique, le Maroc affiche des taux de croissance positifs et stables, (un taux moyen de 4% sur la période 2004-2015), avec un bon contrôle du taux d'inflation qui ne dépasse malgré les fluctuations des cours des produits pétroliers, ainsi que les matières premières.

Le Maroc s'est intéressé aussi à une intégration portant sur le cadre réglementaire, dans le cadre de sa stratégie de libéralisation et d'ouverture, à travers le développement de ses relations commerciales avec plusieurs partenaires, à travers des Accords de Libre-échange, ce qui permet aux investisseurs d'avoir l'accès à un marché de plus d'un milliard de consommateurs.

Selon Global Competitiveness Index - WEF 2016-2017, le Maroc occupe la 1ère place par rapport à la qualité des infrastructures suite à la politique des grands chantiers. A cela s'ajoutent les plans de développement sectoriels (Maroc Vert, Halioutis, Vision 2020 du Tourisme, etc.), ce qui favorise la position du Maroc comme territoire attractif.

En outre, la stabilité politique, la promotion des partenariats public-privé, et la qualité des institutions présentent à leur tour, des composantes essentielles permettant au Maroc de réaliser des flux encore plus importants en matière d'investissements directs étrangers.

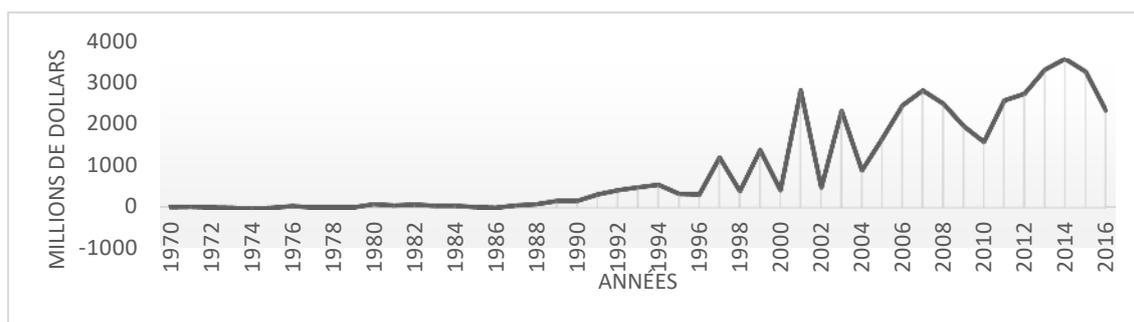


Fig. 2. Evolution des flux entrants des Investissements Directs Etrangers (En millions de dollars des E.U)

Source : CNUCED, base de données en ligne (Elaboration personnelle)

Les flux entrants des Investissements étrangers ont connu un trend haussier à partir de la fin des années 1990, malgré la volatilité remarquée de l'évolution desdits flux.

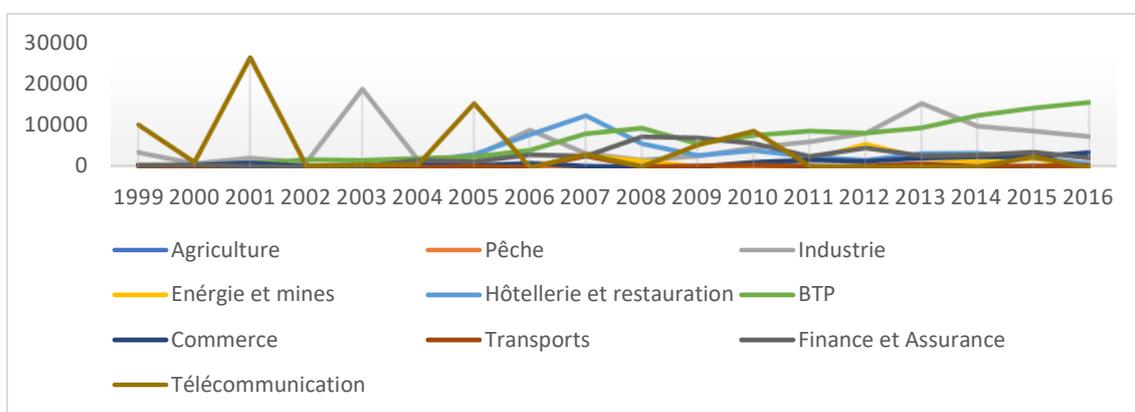


Fig. 3. Evolution des flux entrants des Investissements Directs Etrangers (En millions de dirhams) ventilés par secteur

Source : Office des Changes (Elaboration) personnelle

Le Maroc, en tant que passerelle pour le continent africain, et à travers la répartition sectorielle des flux entrants des IDE, est plus attractif dans les secteurs des services. Plus de 40% des IDE entrants en 2014 sont en provenance des pays du Golfe, 21% sont d'origine française. A travers une simple observation des flux entrants des IDE, on observe une prédominance du secteur BTP, dans une tendance d'évolution volatile qui ne fait apparaître aucun trend.

4 ETUDE EMPIRIQUE

Notre analyse empirique examine les relations de causalité entre le PIB par habitant, la FBCF et les flux entrants des IDE au Maroc entre 1975 et 2016, et ce, à court terme et à long terme, à travers les tests de cointégration et le modèle à correction d'erreurs (VECM).

4.1 MÉTHODOLOGIE

L'approche méthodologique de la relation entre l'investissement domestique, mesuré par la FBCF, IDE, et Croissance Economique exige la mise en œuvre de techniques économétriques rigoureuses. Pour obtenir des estimations non fallacieuses des relations de causalité dans un cadre statistique stationnaire, il est nécessaire de recourir d'abord à un protocole de tests statistiques préliminaires.

Il s'agit d'un processus dont la première étape consiste à faire l'étude de la stationnarité des séries en vue de déterminer leurs ordres d'intégrations. La deuxième étape teste l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. Ces deux étapes sont essentielles pour la troisième et la quatrième étape. La troisième consiste à estimer les paramètres du modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) et la quatrième consiste à valider ou rejeter ce dernier (test sur les résidus).

4.2 VARIABLES ET MODÈLE

Les propos de Borensztein, De Gregorio et Lee (1998) soulignant l'importance de l'investissement domestique dans le processus à travers lequel les IDE entrants affectent la croissance, justifient le choix de la FBCF comme variable explicative.

La relation mathématique entre les variables s'établit comme suit :

$$PIB = f(IDE, FBCF)$$

Le modèle économétrique s'écrit comme suit :

$$\text{Log}PIB_t = \alpha_0 + \alpha_1 \text{Log}(IDE_t) + \alpha_2 \text{Log}(FBCF_t) + \varepsilon_t$$

Avec :

PIB_t	Représente le PIB par habitant à l'instant « t »
IDE_t	Représente le flux d'IDE à l'instant « t ».
$FBCF_t$	Représente la formation brute du capital fixe à l'instant « t ».
ε_t	Le terme d'erreur.
t	L'instant.
α_1, α_2	Des élasticités partielles qui correspondent respectivement aux IDE et à la FBCF.

4.3 LE TEST DE LA STATIONNARITÉ

Il s'agit à ce niveau, de la première étape visant la spécification des propriétés des séries temporelles des IDE en flux entrants et la FBCF, avant de déterminer leur impact sur la croissance du PIB par habitant.

La plupart des données temporelles macroéconomiques sont des réalisations des processus non stationnaires d'où la nécessité de s'assurer de leur stationnarité et les rendre stationnaires le cas échéant. Une série chronologique est donc stationnaire si son espérance et sa variance restent inchangées dans le temps.

En d'autres termes, une série stationnaire ne comporte ni saisonnalité, ni tendance. Dickey et Fuller ainsi que Philips et Perron ont mis au point un test permettant non seulement de détecter l'existence d'une tendance mais aussi de déterminer la bonne manière de stationnariser une série.

Nous avons utilisé le test de Dickey-Fuller (1979) augmenté afin de tester la stationnarité des variables. Le test ADF nécessite l'estimation de l'équation suivante :

$$\Delta y_t = \beta_0 + \beta_1 y_{t-1} + \beta_2 t + \sum_{i=1}^p A_i \Delta y_{t-i} + Z_t; H_0 : \beta_1 = 0; H_1 : \beta_1 > 0$$

y_t : La variable testée ; t : La tendance ; Z_t : Le terme d'erreur

Le test de stationnarité est effectué sur chaque variable pour éviter les problèmes de régression fallacieuse « Spurious regression ». Qui sont normalement associés à la modélisation économétrique des séries temporelles. Les résultats du test appliqués dans ce cas sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 1. Résultats du test ADF

Variables	A niveau		1 ^{ère} différence		Résultat	
	ADF-Stat	Valeur critique (5%)	ADF-Stat	Valeur critique	Intégration	Conclusion
Log(PIB)	3,5254	-1,949097	-3,972360	-2,935001	1	I(1)
Log(IDE)	1,0161	-1,949319	-11,24411	-1,949319	1	I(1)
Log(FBCF)	2,7592	-1,948886	-4,649975	-1,948886	1	I(1)

Source : Travail de l'auteur

Au vu des résultats obtenus par les tests ADF, nous remarquons que toutes les variables $\log(\text{FBCF})$, $\log(\text{IDE})$ et $\log(\text{PIB})$ sont stationnaires en différence première. Elles sont alors intégrées d'ordre 1. Comme toutes les séries sont intégrées, on peut s'interroger sur l'existence ou non de relation de cointégration entre les variables, d'où le test de la cointégration. Pour ce test, nous adoptons le test de Johansen (1988).

4.4 ETUDE DE RELATIONS DE COINTÉGRATION

Nous allons, à ce niveau, identifier les relations d'équilibre de long terme, à travers l'approche de cointégration nous permettant d'analyser l'effet éventuel des flux des IDE entrants et de la FBCF à l'aide de variables intégrées d'ordre 1.

Les séries étant intégrées. On peut envisager l'étude de la cointégration. Les séries n'ont pas le même ordre d'intégration, la procédure relative à la méthode en deux étapes d'Engle et Granger (1987) ne s'avère pas donc appropriée pour la détermination de la cointégration.

Le test de Johansen permet de déterminer le nombre de relations d'équilibre de long terme entre des variables intégrées quelle que soit la normalisation utilisée.

Le test d'hypothèse est le suivant :

H_0 : Non cointégration (rang de cointégration vaut zéro)

H_1 : Cointégration (rang de cointégration supérieur ou égal à 1)

Pour un seuil de significativité donné, l'hypothèse nulle situant l'absence de relation de cointégration entre les variables du modèle est acceptée, si la valeur de la trace (TR) est inférieure à sa valeur critique tabulée. En revanche, une valeur de la trace supérieure à sa valeur critique implique qu'il existe de relation de cointégration entre les variables.

Pour cela, nous avons utilisé la spécification « b » : Absence d'une tendance linéaire dans les séries mais présence d'une constante dans les relations de cointégration.

Le test montre que les séries sont cointégrées d'ordre 1 au seuil de 10% et 5%. Il y a lieu, donc, de souligner l'existence d'une relation de long terme entre le PIB par habitant, les IDE en flux entrants, et la FBCF au Maroc dans la période étudiée.

Tableau 2. Résultats du test de cointégration de Johansen

No. of CE(s)	Valeur Propre	Trace	Valeur critique	Prob.**
None *	0.567839	51.75305	35.19275	0.0004
At most 1	0.237016	18.19478	20.26184	0.0939
At most 2	0.168357	7.374072	9.164546	0.1080

Source : Travail de l'auteur

4.5 ESTIMATION DU MODÈLE VECM

L'intérêt principal de la modélisation VECM par rapport à la modélisation VAR réside dans la possibilité permise par le VECM de distinguer sur le plan économétrique les deux types de dynamique (court et long terme). Dans ce papier, cette propriété s'avère intéressante car elle nous permet d'examiner comment réagit la croissance du PIB par habitant suite à des fluctuations conjoncturelles des flux entrants des IDE et la FBCF.

L'idée de la cointégration est qu'à court terme plusieurs variables peuvent avoir une évolution divergente, mais vont évoluer dans le même sens à long terme. Il existe donc une relation stable entre ces variables à long terme. En d'autres termes ces variables évoluent ensemble avec les mêmes taux et les mêmes trends stochastiques.

Le modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) final est donc le suivant :

$$D(\text{PIB}) = \alpha * [(\text{PIB}(-1) - \beta_2 * \text{FBCF}(-1) - \beta_3 * \text{IDE}(-1) - \beta_0)] + \phi_1 * D(\text{PIB}(-1)) + \phi_2 * D(\text{FBCF}(-1)) + \phi_3 * D(\text{IDE}(-1))$$

Ce modèle se compose de deux blocs principaux qui se rapportent à deux types de dynamiques. Le premier bloc, nous renseigne quant à la dynamique de court terme du système. Le deuxième bloc, nous renseigne quant à la dynamique de long terme.

Le coefficient α est le terme à correction d'erreur (le coefficient de l'équation de cointégration) représente la vitesse d'ajustement vers l'équilibre à long terme « force de rappel vers l'équilibre » doit être, significativement négatif. L'estimation des coefficients relatifs à la dynamique de long terme (équations de cointégration) est présentée dans le tableau suivant.

Tableau 3. Résultats de l'estimation des coefficients relatifs à la dynamique de long terme (équations de cointégration)

Cointegrating Eq:	CointEq1
LOGPIB(-1)	1.000000
LOGIDE(-1)	0.221770
	(0.08793)
	[2.52223]
LOGFBCF(-1)	-1.244043
	(0.30979)
	[-4.01582]
C	16.49667
	(5.70916)
	[2.88951]

Source : Travail de l'auteur

L'estimation finale de l'équation à long terme est :

$$D(\text{LogPIB}) = -0,05[\text{LogPIB}(-1) + 0,22\text{LogIDE}(-1) - 1,24\text{LogFBCF}(-1) + 16,49]$$

La vitesse d'ajustement vers l'équilibre à long terme (α) est significativement différente de 0 et de signe négatif, Cela signifie qu'il y a une causalité sur le LT entre les variables. Cela confirme les propos de Mello (1999) selon lesquels, les investissements domestiques permettent une meilleure croissance à travers l'accumulation des connaissances à long terme. L'estimation des coefficients à court terme sont données dans le tableau suivant.

Tableau 4. Résultats de l'estimation des coefficients relatifs à la dynamique de court terme (équations de cointégration)

D(LOGPIB) = α*(LOGPIB(-1) + 0.22177037697*LOGIDE(-1) - 1.24404267447*LOGFBCF(-1) + 16.4966658808) + ϕ_1*D(LOGPIB(-1)) + ϕ_3D(LOGIDE(-1)) + ϕ_2*D(LOGFBCF(-1))				
	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
α	-0.053552	0.009844	-5.440300	0.0000
$D(\text{LogPib}(-1))$	-0.565304	0.135360	-4.176305	0.0002
$D\text{LogIDE}(-1)$	0.007682	0.004143	1.854222	0.0719
$D\text{LogFBCF}(-1)$	0.066029	0.054787	1.205209	0.2360
R-squared	0.327994	Mean dependent var		0.023209
Adjusted R-squared	0.271993	S.D. dependent var		0.036905
S.E. of regression	0.031489	Akaike info criterion		-3.983741
Sum squared resid	0.035695	Schwarz criterion		-3.814853
Log likelihood	83.67482	Hannan-Quinn criter.		-3.922677
Durbin-Watson stat	2.127872			

Source : Travail de l'auteur

4.6 TESTS DE POST-ESTIMATION

Les résidus issus de cette estimation doivent vérifier quelques propriétés statistiques :

4.6.1 LA NORMALITÉ

L'hypothèse de normalité des termes d'erreurs précise la distribution statistique des estimateurs. C'est donc, grâce à cette hypothèse que l'inférence statistique peut se réaliser. Cette hypothèse peut être testée sur les variables du modèle ou sur les termes d'erreurs du modèle.

Ce test est réalisé grâce à la statistique de Jarque-Bera (JB) (1980) et suit une loi du khi-deux à deux degrés de liberté au seuil de 5% égale à 5,99. Il permet de savoir si les variables du modèle suivent ou non une loi normale. Les résultats de notre test prouvent que les résidus sont normaux car la statistique de Jarque-Bera est inférieure à 5,99. Les erreurs suivent donc, une distribution normale.

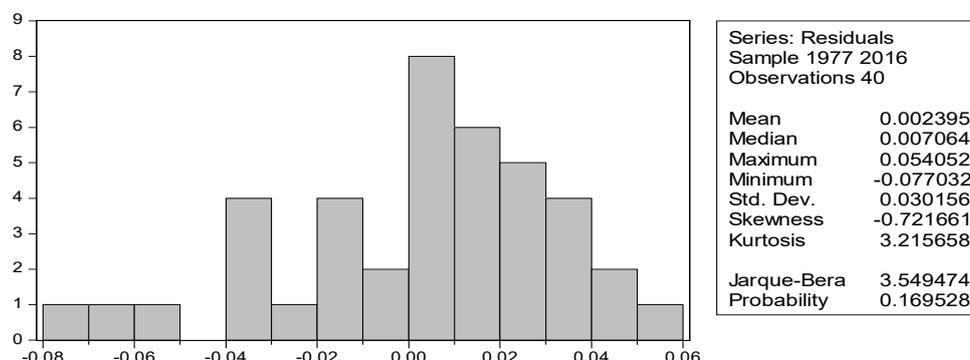


Fig. 4. Résultats du test de normalité

Source : Travail de l'auteur

4.6.2 L'HOMOSCÉDASTICITÉ

Effectué à l'aide du test de ARCH dans le cadre de notre étude, ce test permet de savoir si les erreurs sont homoscédastiques ou non. L'hétéroscedasticité qualifie les données (ou séries) qui n'ont pas une variance constante. Or, les séries doivent être homoscédastiques pour présenter les meilleurs estimateurs.

Dans un test d'hétéroscedasticité, on utilise généralement trois tests : les tests de Breusch-Pagan (B-P), White et ARCH. Mais, c'est le test de ARCH qui est utilisé dans notre modèle.

D'après l'étude de ce dernier, on constate que les probabilités de Q-stat sont toutes largement supérieures de 5%. On conclut que les termes d'erreur sont homoscédastiques, c.-à-d., le processus est stationnaire en variance.

Tableau 5. Résultats du test ARCH

F-statistic	0.390381	Prob. F(2,35)	0.6797
Obs*R-squared	0.829188	Prob. Chi-Square(2)	0.6606

Source : Travail de l'auteur

4.6.3 ABSENCE D'AUTO-CORRÉLATION

Ce test appelé aussi test de corrélation des erreurs vérifie si les erreurs ne sont pas corrélées. La présence de l'auto corrélation résiduelle rend caduque les commentaires concernant la validité du modèle et les tests statistiques. La statistique de Breusch-Godfrey montre l'absence d'une auto corrélation des erreurs. De ce fait, l'estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur est **validée**.

Tableau 6. Résultats du Test d'auto corrélation des erreurs (Breusch-Godfrey)

F-statistic	1.242431	Prob. F(2,34)	0.3015
Obs*R-squared	2.483101	Prob. Chi-Square(2)	0.2889

Source : Travail de l'auteur

4.7 RÉSULTATS ET INTERPRÉTATIONS

Les tests d'autocorrélation sur les résidus issus de chaque modèle à l'aide d'un test de Ljung-Box montrent que les résidus sont de processus de bruit blanc ce qui nous permet de valider la spécification de notre VECM.

A long terme, l'IDE et la FBCF sont significativement différents de 0. On constate qu'une hausse de l'IDE de 1% entraîne une hausse de la croissance de 0,22%. Ainsi la FBCF est corrélé négativement avec la croissance économique, en effet une hausse de la FBCF de 1% conduit à une baisse de la croissance de 1,24%.

A court terme, l'IDE est seulement significative mais au seuil de 10%. En effet une hausse de l'IDE de 1% conduit à une augmentation de la croissance de 0,0076%.

A l'issue de notre étude empirique, nous pouvons avancer qu'à court terme, l'interaction entre le niveau des investissements domestiques mesurés par la FBCF, ainsi que les IDE entrants semble ne pas avoir un effet fortement significatif sur le PIB par habitant. La significativité de l'impact des IDE entrants sur le PIB par habitant au seuil de 10% et avec un faible impact positif. Cela rejoint les apports de (Zhang, 2001), qui souligne la nécessité de remplir certaines conditions de libéralisation commerciale et (Alfaro, 2003) qui insiste sur le fait que l'impact positif des IDE sur la croissance est réservé au secteur industriel, les investissements dans le secteur primaire donne lieu à un impact négatif sur la croissance économique. A cela s'ajoute la non significativité de l'impact de la FBCF, ce qui reflète l'insuffisance des mesures prises par les autorités compétentes en vue de promouvoir l'attractivité du territoire marocain, et la concentration des IDE entrants dans le secteur des services, parmi lesquels plusieurs investissements ne sont pas créateurs de valeur.

En outre, les investissements domestiques ne contribuent pas à la croissance du PIB par habitant dans un horizon temporel court qui pourrait être due à des problèmes relatifs à la corruption et au non-respect des principes éthiques, ainsi que l'effet de l'ampleur de la contribution du secteur public en termes d'investissements en infrastructures économiques et sociales qui ne sont pas suffisamment rentables.

Sur le long terme, les IDE ont un impact positif sur la croissance du PIB par habitant, cet impact demeure faible, du fait de rapatriement des bénéfices des IDE vers les pays d'origine, ainsi que la spécialisation dans des activités de faible valeur ajoutée, qui ne donne pas lieu à un transfert technologique notable. Les investissements domestiques impactent négativement la croissance du PIB par habitant, ce qui pourrait s'expliquer par la forte dépendance du PIB aux conditions climatiques et, donc, du secteur agricole. Les effets escomptés de l'augmentation continue des investissements domestiques sont donc, absorbés par d'autres fléaux, liés à la saison agricole et aux problèmes relatifs à la qualité des institutions

5 CONCLUSION

Les principaux apports constituant le soubassement théorique sur la relation éventuelle entre la croissance et les IDE entrants, mettent en évidence une hétérogénéité donnant lieu à un clivage assez profond. Les études empiriques réalisées ne permettent pas de conclure à un effet certain des IDE sur la croissance.

Le Maroc s'inscrit de façon active, dans une perspective d'ouverture économique trouvant son orientation dans une intégration internationale de plus en plus pesante, à travers l'ouverture commerciale, la déréglementation financière accrue, et la mise en place de mesures favorisant les flux entrants et sortants des IDE pour soutenir la croissance économique et maintenir les équilibres macroéconomiques.

Pour identifier l'effet des IDE accompagnés des investissements domestiques sur la croissance économique, nous avons utilisé la méthode VECM après avoir effectué l'étude de la stationnarité des séries en vue de déterminer leurs ordres d'intégrations et les tests sur l'existence d'une relation de cointégration entre les variables.

Les résultats de l'étude empirique, nous permet d'avancer que l'impact des IDE sur la croissance économique est généralement limité (à long terme). Les politiques d'ouverture économique, notamment à travers la promotion des flux entrants des IDE doit être nécessairement accompagnée par d'autres mesures relatives à la transparence, au renforcement des capacités humaines, qualité des institutions, gouvernance et lutte contre la corruption. Il s'agit des conditions favorables permettant aux IDE, d'assurer des retombées nettement positives sur le niveau de la croissance économique.

REFERENCES

- [1] AGENOR P.R., (2001) "Benefits and Costs of International Financial Integration : Theory and Facts"; World Bank Institute, Economic Policy and Poverty Reduction Division.
- [2] BARRO R., SALA-I-MARTIN X., (1997), "Technological diffusion, convergence and growth", *Journal of Economic Growth*, 2 (6),1-26.
- [3] BENASSY-QUERÉ A., COUPET M., MAYER T. (2005), "Institutional determinants of foreign direct investment", Working Paper CEPII, 2005 – 05.
- [4] BENHABIB A., ZENASNI S., (2013), "Déterminants Et Effets Des Investissements Directs Etrangers Sur La Croissance Economique En Algérie: Analyse En Données De Panel", Université de Sétif 1.
- [5] BERTHÉLEMY J-C., DÉMURGER S. (2000), "Foreign direct investment and economic growth : Theory and application to China", *Review of Development Economics*, 4 (2) : 140-155.
- [6] BLOMSTROM M. & KOKKO A., (2001), "FDI and human capital : a research agenda", Stockholm School of Economics.
- [7] BLOMSTROM M., R. LIPSEY, M. ZEJAN (1992); "What explains developing country growth", National Bureau of Economic Research, Working Papers N° 4132.
- [8] BLOMSTROM, M., KOKKO, A., ZEJAN, M. (1994) "Host Country Competition, Labour Skills and Technology Transfer by Multinationals", *Weltwirtschaftliches Archiv* 130, 521-533.
- [9] BOUOYOUR J., TAOUFIK S., (2007), "L'impact des investissements directs étrangers et du capital humain sur la productivité des industries manufacturières marocaines", *Région et Développement* n° 25-2007, pp : 116-132.
- [10] BORENSZTEIN D., DE GREGORIO J., LEE J.-W., (1998), "How does foreign direct, investment affect Economic Growth ? ", *Journal of International Economics*, 45 pp: 115-135.
- [11] DENISIA V., (2010), "Foreign Direct Investment Theories: An Overview of the Main FDI Theories" *Academy of Economic Studies*, Bucharest, Vol. 2, pp:104-108.
- [12] DIMELIS S.P., PAPAIOANNOU S.K., (2010), "FDI and ICT Effects on Productivity Growth: A Comparative Analysis of Developing and Developed Countries", *European Journal of Development Research* Vol. 22, 1, 79–96.
- [13] GUJARATI N. (2009), « Econométrie », traduction de la 4ème édition américaine par Bernard BERNIER, Edition de Boeck université.
- [14] HADDAD M., HARRISON A. (1993), « Are there spillovers from direct foreign investment? », *Journal of Development Economic*, n°42, pp. 51 74.
- [15] MARKUSEN J.R., VENABLES A.J. (1999), "Foreign direct investment as a catalyst for industrial development", *European Economic Review*, 43 (2) : 335-356.
- [16] NAVARETTI G., VENABLES A.J. (2004), *Multinational Firms in the World Economy*, Princeton University Press
- [17] NURUDEEN A., GOBNA O.W., USMAN A., (2010), "On The Causal Links Between Foreign Direct Investment And Economic Growth In Nigeria, 1970-2008:An Application Of Granger Causality And Co-Integration Techniques", *Romanian Statistical Review* n° 3
- [18] OCDE (2002), "L'investissement direct étranger au service du développement. Optimiser les avantages, minimiser les coûts", OCDE Paris.